

# FORUM SOCIAL



**Le Bulletin - N° 7 – novembre 2004**

**POUR UN AUTRE FUTUR  
plus juste et plus solidaire**

**Assemblée Générale du Forum social.**

**Mercredi 24 novembre 20h30**

**maison des associations rue Ste Catherine Orléans.**

Objectif de cette AG : faire le point sur les multiples luttes en cours et lancer des actions à prévoir jusqu'à juillet 2005. Quatre thèmes sont d'ors et déjà d'actualité, sans nous y limiter :

- Actuellement la lutte des Sans-papiers à laquelle s'ajoute l'acharnement sur l'ASTI et les Soudanais de " Darfour sur Loire "... (cf page 2)
- Prochainement le procès des faucheurs volontaires du 19 janvier 2005 à Orléans et dont les mises en examen " tombent " depuis 15 jours. Le durcissement de la répression relance plus que jamais la question de l'accaparement du vivant par les multinationales et le risque environnemental majeur qui nous est imposé au mépris de l'avis des citoyens... (cf page 2 et 3)
- Au printemps le " Grand Raffut " 12 mars et le projet de constitution européenne, avec le 19 mars une manifestation/rassemblement ( ? ) du Forum Social Européen... (cf page 4 et 5)
- Enfin, les enjeux de la vie/survie de certaines zones rurales et urbaines et du devenir des services publics, à travers la fermeture de nombreux bureaux de poste ruraux. Sud PTT, CGT, FO préparent des actions avec la population et les élus locaux. (cf page 6)

Nous avons parlé d'autres luttes, En particulier :

- Contre le projet Sarkozy-Villepin dit de « prévention de la délinquance qui remplace le secret professionnel par l'obligation de délation,
- Sur la sécurité sociale qui semble bien éteinte malgré les enjeux.
- Le rapport Thélot sur l'éducation nationale laisse prévoir une réforme que le gouvernement se gardera bien d'avancer avant l'été, ce qui n'empêche pas d'être vigilants et d'envisager des actions.

Cet énoncé n'est évidemment pas exhaustif et n'augure pas des moyens d'actions à mettre en œuvre. La commission n'a pas vocation à décider, elle tente de préparer et de proposer. Respectueuse des luttes et des ceux qui les mènent, la commission a essayé de préciser le rôle du Forum Social pour soutenir et contribuer à la mobilisation, notamment vers les usagers et les citoyens et pour faire le lien avec les enjeux sociétaux qui sont posés et les alternatives à construire.

Les représentants des différents mouvements cités, et d'autres, sont invités pour expliciter leur lutte et réfléchir avec le mouvement social aux développements qui serait possible de leur donner en commun. Information, échange, réflexion et plan d'action du Forum Social Orléanais, De quoi nous inciter à venir nombreux.

Pour la commission Daniel FEYBESSE (FSU).

**Forum social Local c/o ATTAC 45  
Maison des associations, 46 ter rue St Catherine, 45000 ORLEANS**

**Les sans papiers** manifestent dans les rues d'Orléans, pour vous alerter sur leur situation de précarité. Le sort scandaleux qui leur est fait n'est pas un accident, un dysfonctionnement, une erreur qu'il suffirait de dénoncer pour arriver à les résoudre. Il en résulte tout à la fois de la situation économique et politique désastreuse dans nombre de pays pauvres et de l'application stricte de lois prises spécialement contre ceux qui la fuient.

Des lois qui broient la vie de milliers de personnes sans papiers que nous avons sous les yeux. La législation encadrant le droit au séjour des étrangers est un maquis, que tous les gouvernements qui se sont succédés depuis des années, se sont attachés à rendre incompréhensible, empilant des dispositions restrictives sur celles de leurs prédécesseurs.

On nous parle de loi qui doit s'appliquer, le bilan en est bien loin, cette loi est incapable de maîtriser ce pourquoi elle nous a été présentée, les flux migratoires. Tout en laissant des milliers de personnes dans le dénuement, la précarité et sans droits, à la merci des sergents recruteurs du patronat, des marchands de sommeil. Une loi qui ne répond pas aux objectifs fixés est une mauvaise loi, il faut en changer ou l'appliquer de façon généreuse. A moins qu'elle soit là pour nous éclairer sur la société mondialisée que l'on nous prépare.

Reynaldo (Comité de soutien aux sans-papiers)

## Avec les travailleurs immigrés, Ensemble pour les droits sociaux Solidarité avec les « sans papiers »

Les conditions de vie dans leurs pays et les risques de danger sur leurs personnes les ont contraints à s'expatrier. Travailleurs étrangers, ils vivent aujourd'hui en France dans des conditions indignes de nos valeurs. Privés de papiers, nombre d'entre eux travaillent sans être déclarés et n'ont pas la possibilité de se soigner.

Au mépris des acquis sociaux, c'est tout bénéf pour les patrons. Ils les sous-payent et ne versent pas leurs contributions sociales (sécu, retraites,...). Ils utilisent cette main d'œuvre corvéable, parce que sans droits, pour faire pression sur les salariés (emploi, salaires,...)

C'est pourquoi, nous réclamons avec eux le droit de vivre dans la légalité et la dignité. Un titre de séjour, c'est pour eux le droit d'être embauchés officiellement, de vivre au grand jour sans craindre le contrôle, de se loger,... d'avoir les droits et obligations du pays où ils contribuent à l'activité économique comme salariés, contribuables, cotisants. C'est notre intérêt à tous.

Beaucoup de ces « sans papiers » ont des attaches : une conjointe ou un conjoint français, des enfants nés en France, un travail, parfois depuis 5 ou 10 ans, tous sont insérés dans la société, ont des droits reconnus par la loi. La clandestinité c'est l'intérêt de ceux qui les exploitent et qui les font venir. C'est pourquoi nous sommes solidaires et appelons les citoyens de ce pays à les soutenir pour obtenir leur régularisation.

### Témoignages, échanges, discussion,

- Qui sont-ils ?
- Quelle est leur situation ?
- Sont-ils une menace ou plutôt une chance ?
- Quelle politique pour les immigrés ?
- Quelle solidarité entre travailleurs français et immigrés ?

### Pour en débattre en réunion sera organisée début décembre

Appel soutenu par : CGT, FSU, SOLIDAIRES, MRAP, CIMADE, LDH, Orléans Loiret Palestine 45, ASLA, PCF, LCR, JCR, MJS, Les Verts, Collectif des sans papiers d'Orléans, de Gien, de Montargis, Comité de soutien aux sans papiers.

## SOUTIEN

Le 19 janvier prochain aura lieu au tribunal d'Orléans le procès des faucheurs volontaires du 14 août 2004 à Greneville-en-Beauce.

Ce procès ne sera pas le jugement de quelques dizaines « d'individus jusqu'au-boutistes » capables d'outrepasser le respect de la propriété au nom de leurs convictions personnelles.

Si en France, notre pays démocratique, un débat objectif avait réellement lieu sur la question des OGM, si les pouvoirs publics et en premier lieu le gouvernement, entendait les arguments d'une grande majorité de la population qui demande la simple application du principe de précaution, personne n'aurait à risquer la prison.

S'il revient à chacun de choisir ses modes d'actions, nous sommes tous concernés par ce qui se joue actuellement autour de l'imposition des cultures d'OGM en plein champs.

Pour éviter demain une possible catastrophe écologique, la disparition même de la possibilité de ne pas consommer d'OGM et une scandaleuse appropriation du vivant par les brevets des multinationales, soutenons aujourd'hui les militants qui luttent pour une agriculture paysanne, pour un respect des équilibres naturels et de la liberté.

Emmanuel DEWER (Nature Centre)

Suite à l'arrachage de Greneville en Beauce, 26 personnes sont convoquées en correctionnelle au Tribunal d'Orléans pour le 19 janvier 2005. **Un comité de soutien** se met en place ainsi que des actions d'information. **Le mardi 16 novembre**, les mis en examen vont se rencontrer avant de rejoindre la réunion du comité de soutien auquel nous vous invitons vivement à participer :

### Réunion du comité de soutien :

**Mardi 16 novembre à 20h30**

**Maison des associations**

**46 ter rue Sainte Catherine à ORLEANS**

Organisée par le collectif des Faucheurs du Loiret

Y seront présentes toutes les organisations qui veulent former ce comité de soutien : associations, syndicats, partis. (Elles sont 20 à ce jour dans la région Centre.) Les objectifs de cette réunion sont les suivants :

- Comment organiser des actions d'information grand public et renforcer la mobilisation en vue du procès du 19 janvier ?
- Présentation de l'association de soutien aux faucheurs (pour les collectes d'argent) ;
- Formalisation d'un collectif de soutien ; organisation d'actions locales voire régionales jusqu'au 19 janvier (tractages, débats et conférences, voire actions plus spectaculaires)...

Des hébergements sont possibles sur Orléans pour ceux qui préfèrent repartir le lendemain matin.

Tous contacts, questions, remarques à l'adresse suivante :

[remidaviau2@voila.fr](mailto:remidaviau2@voila.fr) ou au numéro : 02 38 53 04 23 / 06 66 46 73

47. Si vous ne pouvez venir, n'hésitez pas à nous envoyer vos idées ou vos questions.

Pour le collectif : Jean-Marie Loury Tel/fax : 02 37 99 86 17

## AUX MILITANTS

### Appel au soutien

Dimanche 14 août, à Greneville-en-Beauce, des citoyens, appelés par le Collectif des faucheurs volontaires d'OGM, ont détruit un champ de maïs génétiquement modifié. L'action s'est déroulée de manière pacifique et au grand jour. Depuis, 70 d'entre eux ont été convoqués à la gendarmerie de Pithiviers, afin d'être entendus dans le cadre de l'enquête. Deux militants, par ailleurs syndicalistes paysans et responsables associatifs, ont été d'ores et déjà convoqués au Tribunal de Grande Instance d'Orléans le 19 janvier pour mise en examen.

Cette action, ainsi que plusieurs autres similaires en France, sont des actes de désobéissance civile visant, une fois encore, à interpeller les pouvoirs publics sur l'avenir de l'agriculture en France, en Europe et dans le monde. Alors qu'une majorité de régions et des milliers de communes se sont déclarées hors OGM et que la grande masse de nos concitoyens y est opposée, le gouvernement a décidé de passer outre pour le plus grand bénéfice des multinationales de l'agro-alimentaire.

Le principe de précaution est bafoué pour permettre aux entreprises de biotechnologies de mettre le monde paysan, au Nord comme au Sud, en situation de dépendance vis-à-vis de la production de semences génétiquement modifiées. La biodiversité des espèces est ainsi menacée et les agriculteurs qui ont fait le choix du conventionnel, des labels et du biologique ont toutes les chances de voir leurs cultures polluées.

Face à ces citoyens qui, par des actions non-violentes, mettent le gouvernement devant ses responsabilités, celui-ci a choisi la répression. Ainsi nos dirigeants continuent-ils d'ignorer la volonté populaire et l'intérêt public.

En conséquence :

- Nous nous déclarons solidaires avec les personnes victimes des poursuites judiciaires ;
- Nous demandons l'interdiction des cultures et des expérimentations d'OGM en plein champ, l'interdiction des importations d'OGM et la suppression des brevets sur le vivant ;
- Nous appelons à la mise en place de réseaux de production et de distribution alimentaires viables et respectueux des paysans, de la santé publique et de la préservation de l'environnement, en France comme partout dans le monde.

## ANTI-OGM

### Liste des signataires

Amis du Monde Diplomatique du Gâtinais  
 Amis du Monde Diplomatique d'Orléans  
 Attac41  
 Attac45  
 Attac-Touraine  
 BIOCIEL  
 Fédération des Groupements des Agriculteurs Bio de la région Centre  
 CADTM  
 Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde - France  
 Confédération paysanne 28  
 Droit Au Logement Loiret  
 GABEL  
 Groupement des Agriculteurs Bio d'Eure-et-Loir  
 GABLEC  
 Groupement des Agriculteurs Bio du Loir-et-Cher  
 GABOR  
 Groupement des Agriculteurs Bio de l'Orléanais et du Loiret  
 Groupe des élus Verts au Conseil régional du Centre  
 Héliotrope association  
 Les Verts Centre  
 Mouvement des Jeunes Socialistes 36  
 Mouvement des Jeunes Socialistes 45  
 Naturalistes orléanais  
 Nature Centre fédération  
 Parti communiste français 45  
 Parti socialiste, fédération du Loiret  
 Syndicat National de l'Environnement (FSU)  
 Union syndicale Solidaires Indre-et-Loire  
 Union syndicale Solidaires Loiret



## Appel de l'Assemblée des mouvements sociaux Londres, octobre 2004

Nous sommes issus de toutes les campagnes et de tous les mouvements sociaux et citoyens, organisations de "sans", organisations syndicales, organisations de défense des droits humains, organisations de solidarité internationale, mouvements féministes, mouvements pacifistes contre la guerre. Nous venons de toutes les régions d'Europe pour nous rencontrer à Londres lors de ce 3<sup>ème</sup> Forum européen. Nous sommes divers et pluriels, ce dont nous avons fait une force.

La guerre représente aujourd'hui le visage le plus dur et le plus sombre du libéralisme. La guerre et l'occupation de l'Irak, l'occupation de la Palestine, les massacres en Tchétchénie et les guerres cachées du continent africain ruinent l'avenir de l'humanité. La guerre en Irak a été justifiée par des mensonges. Aujourd'hui l'Irak est humilié et détruit. Les Irakiens sont prisonniers de la guerre et de la terreur. L'occupation n'a débouché en aucune façon sur la liberté et de meilleures conditions de vie. Bien au contraire, elle a renforcé les partisans du "choc des civilisations". Nous nous battons pour un arrêt immédiat des bombardements, le retrait des troupes d'occupation de l'Irak, et pour la restitution immédiate de la souveraineté au peuple irakien. Nous soutenons le droit du peuple irakien à résister à l'occupation.

Nous soutenons les mouvements israéliens et palestiniens qui se battent pour une paix juste et durable. Suite à la décision de la Cour internationale de justice et au vote unanime des pays européens lors de l'Assemblée générale de l'ONU, nous demandons la fin de l'occupation israélienne et la destruction du mur de l'apartheid. Nous demandons des sanctions économiques et politiques contre le gouvernement israélien tant que celui-ci continuera de violer le droit international et les droits du peuple palestinien. C'est pourquoi, nous participerons à la semaine de mobilisation internationale contre le mur de l'apartheid du 9 au 16 novembre et aux journées d'action européennes du 10 et 11 décembre, anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Le dérèglement climatique à l'échelle mondiale est une menace sans précédent pour l'avenir de nos enfants et de l'humanité. Nous soutenons l'appel des organisations environnementales pour une action internationale sur le changement climatique en 2005. Nous soutenons les campagnes contre les OGM et pour une agriculture, une alimentation et un environnement sûrs.

En février 2005, nous nous joindrons aux actions et manifestations contre le sommet de l'OTAN à Nice. Face à la volonté des grandes puissances de continuer à diriger le monde pour y développer le modèle néolibéral, nous nous engageons à nous mobiliser massivement à l'occasion de la

tenue du G8 en Ecosse en juillet 2005.

Nous luttons pour une autre Europe qui rejette le sexisme et les violences faites aux femmes et reconnaît le droit à l'avortement. Nous soutenons la journée internationale de mobilisation contre les violences faites aux femmes le 25 novembre et les mobilisations organisées pour le 8 mars, journée internationale de la femme. Nous soutenons l'initiative européenne des 28 et 29 mai à Marseille proposée par la Marche mondiale des femmes.

Nous sommes contre le racisme et l'Europe forteresse, pour les droits des migrants et des demandeurs d'asile, pour la liberté de circulation, pour la citoyenneté de résidence et la fermeture des centres de rétention. Nous sommes contre l'expulsion des immigrés. Nous proposons une journée d'action le 2 avril 2005 contre le racisme, pour la liberté de circulation, pour le droit d'installation comme une alternative à une Europe fondée sur l'exclusion et l'exploitation.

Au moment où le traité constitutionnel européen entre dans la phase de ratification, nous tenons à affirmer qu'une consultation directe des peuples de l'Europe est nécessaire. Ce projet ne répond pas à nos aspirations. Ce traité constitutionnel consacre le néolibéralisme comme doctrine officielle de l'UE. Il fait de la concurrence le fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines. Il ne tient aucun compte des objectifs d'une société soutenable d'un point de vue écologiste. Il restreint la libre circulation des personnes et refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre. Il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européennes et pousse à la militarisation de l'Union européenne. Enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une construction européenne fondée sur le primat du marché, et acte, de fait, le démantèlement déjà programmé des services publics.

Nous luttons pour autre une Europe. Nos mobilisations portent l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité. Nous nous battons pour une agriculture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois et défende, comme biens communs, la qualité de l'environnement et des produits agroalimentaires. Nous voulons une Europe ouverte sur le monde, respectant le droit d'asile, permettant à chacun d'y circuler librement, reconnaissant la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant. Nous demandons une véritable égalité sociale entre les femmes et les hommes et l'égalité des rémunérations. Nous voulons une Europe qui promeut la diversité culturelle et linguistique et respectera le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire de décider de leur futur de façon démocratique. Nous nous battons pour une autre Europe, une Europe respectueuse des droits des salariés et qui garantisse des

corrects et un haut niveau de protection sociale.

Nous luttons contre toutes les mesures qui, en mettant en oeuvre de nouvelles formes de sous-traitance, développent la précarité du travail.

Nous nous battons pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et une société écologiquement durable. Nous luttons pour le désarmement, contre les armes nucléaires et contre les bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN. Nous soutenons tous ceux qui refusent de servir dans l'armée.

Nous rejetons la privatisation des services publics et des biens communs comme l'eau. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement des pays du Sud par la dette. Nous refusons l'utilisation de la "guerre contre le terrorisme" pour remettre en cause les droits civils et démocratiques et pour stigmatiser les divergences d'opinion et criminaliser les conflits sociaux.

Le mouvement social européen soutient la mobilisation nationale du 30 octobre en Italie lors de la signature du traité constitutionnel européen – contre la guerre, le néolibéralisme, le racisme, pour le retrait des troupes d'Irak et pour une autre Europe. Nous soutenons la mobilisation en janvier 2005 contre le sommet sur le traité constitutionnel européen entre la France, l'Espagne et l'Allemagne.

Nous soutenons la mobilisation du 11 novembre 2004 contre la directive Bolkenstein.

Alors que la nouvelle Commission européenne affiche sans vergogne un profil ultralibéral, il nous faut engager un processus de mobilisation à l'échelle de toute l'Europe pour imposer la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes. Ce processus de mobilisation, qui doit permettre l'implication de tous les peuples d'Europe doit regrouper, au-delà des divergences, toutes les forces prêtes à s'engager à lutter contre le modèle néolibéral européen.

Le 20 mars 2005 marquera l'anniversaire du début de la guerre en Irak. Les 22 et 23 mars, le Conseil européen se réunira à Bruxelles. Nous appelons à des mobilisations dans tous les pays d'Europe. Nous lançons un appel pour une manifestation centrale à Bruxelles le 19 mars, contre la guerre et le racisme, contre l'Europe néolibérale, contre les privatisations, contre le projet de directive Bolkenstein et les attaques contre le temps de travail, pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Nous lançons un appel à tous les mouvements sociaux et au mouvement syndical européen pour être dans la rue ce jour-là.

Il apparaît évident que le référendum annoncé au printemps ou à l'automne 2005 sur le projet de « constitution » européenne va polariser l'attention politique. Ce projet, qui vise à inscrire dans le marbre les dogmes libéraux afin d'en assurer leur pérennité, représente un enjeu important. Aux yeux de certains cet enjeu pourra même être l'occasion de donner à la lutte contre le rouleau compresseur du libéralisme à l'œuvre actuellement une possibilité de succès revigorante après les nombreuses défaites des dernières années. Néanmoins le risque est bien réel de nous laisser absorber par une campagne tandis que les mesures de régression sociale se poursuivront sans rencontrer de réelle résistance.

Le Forum social local a un rôle important localement à avoir sur cette question. Pour pouvoir en débattre et décider de notre engagement nous présentons à la réflexion de chacun l'Appel de l'Assemblée des mouvements sociaux, adopté à Londres en clôture du dernier Forum social européen en octobre 2004, et l'Appel « Pour construire l'Europe ! Dire NON au traité constitutionnel » signé par plus de 200 personnes représentants des syndicats, des associations de lutte, des organisations politiques (liste des signataires consultable sur le site : <http://www.appeldes200.net>)

Charles HUARD (ATTAC 45)

## **“ Appel des 200 ” POUR CONSTRUIRE L'EUROPE ! DIRE “ NON ” AU TRAITE CONSTITUTIONNEL.**

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage.

Le “ traité constitutionnel ” adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 18 juin 2004 constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravé dans un sens néo-libéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN. Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu.

S'il est ratifié, l'unanimité des 25 Etats membres sera ensuite requise pour le modifier. Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice anti démocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux.

Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : “ le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ”.

Cette Europe-là n'est pas la nôtre.

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilie avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du droit pour toutes et tous à l'emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en oeuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle, respecte la laïcité et veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en oeuvre.

Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue “ constitution ” européenne.

Nous entendons l'argument de celles et ceux qui combattent avec nous le néo-libéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires.

Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites “ souverainistes ”, de l'extrême droite xénophobe. Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même.

C'est pourquoi nous appelons à opposer un “ non ” majoritaire au “ traité constitutionnel ”. Un “ non ” de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société.



## Présentation du Chiendent Lieu associatif et autogéré à Orléans

Prochaine assemblée générale

Lundi 6 décembre à 20h30 à la maison des associations

Site : <http://www.associations45.ras.eu.org/> rubrique Le Chiendent

### 1. Origine du projet :

Le projet du Chiendent est né dans la dynamique du Forum social local, lequel rassemble à Orléans depuis 2 ans une vingtaine de syndicats, associations ou collectifs du mouvement social. Sur proposition d'ATTAC 45, une commission s'est constituée et a travaillé à définir les bases du projet et à préciser son contenu. Cela a débouché en mai 2004 sur un appel pour l'ouverture d'un lieu associatif et autogéré à Orléans. Cet appel a recueilli le soutien de l'essentiel des militants associatifs locaux (près de 200 personnes)

L'assemblée générale constitutive de l'association a eu lieu le 20 octobre 2004

### POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

Depuis l'arrivée du gouvernement Raffarin, le démantèlement et la privatisation de La Poste déjà en cours par un large consensus des politiques de droite et de gauche au pouvoir ces dernières années, se sont largement accélérés. Une loi dite « de régulation postale », qui transpose la directive européenne de fin du monopole sur le courrier, et comportant entre autre un amendement sur la création d'un Etablissement de Crédit postal, filiale dont le capital sera ouvert au privé et qui intégrera les agents du guichet et des services financiers, a été adopté par le sénat en janvier de cette année, et devrait être présenté à l'Assemblée Nationale avant le printemps. Ces orientations des politiques confortent les prétentions des dirigeants de la poste de devenir une banque comme les autres pour le financier, sacrifiant la vocation social, et d'être le plus gros opérateur européen de courrier parmi les deux ou trois qui survivront dans les prochaines années. Les conséquences de cette logique uniquement axée sur un raisonnement en terme de coûts et de profits, sont désastreuses : désastreuses pour le personnel qui voit déjà ses effectif réduire de presque 10%, et évoluer son statut ; désastreuses pour les usagers qui perdent l'égalité d'accès au service ou de traitement, en fonction de leur situation géographique. La Poste est l'illustration même des attaques menées contre les services publics. Prendre position pour leur défense ou leur transformation, c'est ouvrir un débat plus large sur le type de société que l'on souhaite : solidaire ou individualiste ? Déjà des élus locaux dans nombre de départements réagissent et condamnent les fermetures des bureaux de poste, des perceptions, des DDE, la réduction du nombre de postes dans les écoles, les fermetures de classes ou la disparition des petits hôpitaux ? La résistance s'organise et peut s'étendre contre les appétits du privé qui cherche à s'approprier le rentable, et pour interpeller l'Etat qui se désengage sans concertation ni compensation ...

Marc LAVAU (SUD Ptt)

Infos : La Poste prévoit dans un premier temps dans le Loiret, la transformation de Loury en bureau rattaché à Trainou, de Boigny sur Bionne en bureau rattaché à Chécy, de Mareau aux Près et de St Hilaire St Mesmin en bureau rattachés à St Pryvé St Mesmin, et la transformation de Boulay les Barres en Point Poste.

### 2. Présentation du projet :

Il s'agit d'ouvrir et de faire vivre un lieu en tant qu'espace convivial de rencontre et d'échanges entre les associations et les militants du mouvement social local, et plus largement, ouvert sur les préoccupations des gens du quartier.

Il s'agit aussi de réunir des moyens (locaux, matériels) facilitant l'activité des associations, encourageant la création de nouvelles activités, lesquelles activités profiteraient d'un cadre (situation géographique et ambiance du lieu) favorisant l'audience.

Dans l'esprit des bourses du travail au début du siècle précédent en France, mais aussi sur l'exemple actuel des Centres sociaux en Italie ou des Forums sociaux en Espagne, notre ambition est de renforcer les liens de solidarité entre les différents acteurs du mouvement social local, et au sein de la population.

Cet espace associatif, Le Chiendent, prévoit :

#### ➤ Des animations

- Centre de documentation (supports papiers, audio, vidéo)
- Librairie militante (dépôt d'éditions alternatives, inscription dans le réseau de distribution national Difpop)
- Dépôt vente de labels alternatifs audio et vidéo
- Dépôt vente de produits issus de l'économie solidaire (produits biologiques, paniers des jardins de cocagne...)
- Bar à palabres
- Repas de quartier

#### ➤ Des activités militantes

- Réunions d'associations et collectifs
- Conférences publiques
- Projections vidéos
- Permanences associatives (droit du travail, conseils juridiques, défense des consommateurs, défense contre les discriminations .... et actions culturels, solidaires, sociales, écologiques...)

#### ➤ Des outils

- Station de traitement de texte (ordinateur, imprimante, scanner)
- Station internet
- Boîtes aux lettres postales
- Télécopieur
- Panneaux d'affichage
- Caisse de solidarité

#### ➤ Des activités culturelles

- Expositions
- Spectacles de théâtre
- Concerts
- Atelier création/expérimentation

#### ➤ Un bar associatif proposant à faible coût

- du café (commerce équitable)
- des casse-croûtes (produits de l'agriculture biologique et produits végétariens)
- des boissons (bières, soda « No logo »)

### 3. Présentation de l'association :

La mise en œuvre du projet s'appuie sur un mode de fonctionnement original associatif dans un collège, des adhérents directs (individuel), et dans un autre collège, des associations adhérentes. Les activités du Chiendent font l'objet de propositions (bar associatif, permanence associative, centre de documentation, librairie, distribution Economie solidaire et Commerce équitable, repas de quartier ...) soumises à l'approbation des deux collèges réunis en assemblée générale. Une commission propre à l'activité est constituée ayant en charge sa gestion (organisation, fonctionnement, aspects financiers).